

# Concours d'administrateur territorial

Session 2005

-----

## Sujets des épreuves orales des concours externe et interne

Un commentaire d'un texte à caractère général ou d'un sujet d'actualité, suivi  
d'une conversation avec le jury

Concours externe et interne - durée : 30 minutes ; préparation : 30 minutes ; coeff : 5

→ Sujets d'actualité :

- L'eau, enjeu géopolitique du troisième millénaire ?
- Solidarité et assistance : où se situe la frontière entre la solidarité et l'assistanat ?
- L'écrit a-t-il encore un avenir ?
- "Notre école reste encore fondée sur un système primitif où c'est à l'élève d'être digne de recevoir l'enseignement." Qu'en pensez-vous ?  
Extrait du Nouvel Observateur 25-31 août 2005.
- Peut-on vivre sans conflits ?
- Michel Crozier avait intitulé un de ses ouvrages publié dans les années 80 : "On ne change pas la société par décret". Aujourd'hui ceci doit-il être nuancé ? Confirmé ?
- Quelle ville au quotidien pour les citoyens et pour la République ?

- Le logement est tout à la fois un enjeu d'intégration sociale et de santé publique.

Alors, le "droit-au-logement-droit-de l'homme", utopie ou réalité ?

- La rémunération au mérite : mode ou nécessité ?
- Elus et fonctionnaires : mariage de passion ou de raison ?

→ Textes à caractère général : 10 textes (pages suivantes)

Dans le temps même où « La Marseillaise » est remise au programme des écoles, le patriotisme économique est entré dans notre vocabulaire politique. L'expression mérite d'être analysée. Les commentaires dont elle fut l'objet – entre accusations d'amphigouri, soupçon de slogan et critique d'emphase – ont trop souvent diffusé une ironie tristement et politiquement correcte.



Le discours politique peut avoir une efficacité en lui-même.

Notre pays connaît sa plus longue période sans guerre à domicile depuis des siècles. L'hommage au patriotisme reste inscrit sur des monuments funéraires sans prendre corps dans des causes vivantes. De ce fait le mot « patriotisme » risque de devenir suranné. Pourtant, aucune organisation politique représentative ne s'attaque à la notion de « patrie ». L'ensemble du corps politique se pense patriote, mais le revendique trop rarement.

Le patriotisme n'a jamais été une notion agressive, comme peut l'être le nationalisme. Il exprime un réflexe de défense et de sauvegarde : de la Révolution aux guerres mondiales du siècle passé, le patriote défend la nation et résiste contre l'ennemi. Mais les Français ont toujours mêlé des attitudes ambiguës face au sentiment national. Nous sommes les seuls à avoir inventé un mot péjoratif pour décrier le fait de soutenir son pays dans les circonstances les plus diverses, le « chauvinisme ». Donc on hésite, on balbutie, on ironise, par peur du ridicule.

Par exemple, certains contestent que le patriotisme s'applique avec pertinence au domaine de l'économie. Pourtant, jamais le vocabulaire de l'économie ne s'est autant imprégné du belliqueux : guerre économique, conquête de marchés, stratégie, etc. Objectera-t-on qu'il s'agit de métaphores ? Sans nul doute, car, dans les guerres militaires, les malheurs des vainqueurs valent souvent, à hauteur de souffrances incommensurables, ceux des vaincus. Le patriotisme économique relève donc bien d'une métaphore comme tout le lexique dans lequel il s'inscrit. Mais, loin de le discréditer, cette remarque le renforce. Il n'est pas mauvais que le patriotisme soit revivifié dans un ordre qui n'est guère militaire. Le patriotisme se réfère en effet implicitement à l'idée d'une défense nationale qui protège notre territoire.

Le patriotisme désigne en ce sens la défense des intérêts économiques nationaux, ce qui peut concerner des situations très différentes : délocalisations, OPA hostiles sur des groupes français, dumping de produits étrangers, secteurs menacés d'effondrement. Dans tous les cas, l'emploi est au cœur du patriotisme économique : face à un taux de chômage particulièrement élevé, le politique français peut difficilement rester indifférent aux décisions étrangères qui entraînent des conséquences redoutables. Peut-on se contenter d'affirmer que, dans le cadre d'une économie mondialisée, la France n'a qu'à se rendre attirante ?

Une autre objection consisterait à invoquer l'Europe pour récuser le patriotisme économique. Cet argument revient en fait à discréditer encore un peu plus l'Europe, comme une puissance supranationale qui conduirait à négliger les intérêts de notre pays.

Pourquoi les critiques de cette notion s'expriment-elles plus dans notre pays qu'à l'étranger ?

Alain ETCHEGOYEN  
Les Echos  
Septembre 2005

**Le Monde**  
ÉDITORIAL

## Le virus du piratage

APRÈS avoir contemplé l'effondrement de sa cousine musicale, l'industrie cinématographique est aujourd'hui contaminée par le même virus. La diffusion gratuite de films sur Internet menace, directement ou indirectement, toutes les sources de revenus du cinéma : de la salle aux droits télévisés en passant par ce qui fut, quelques années durant, la nouvelle poule aux œufs d'or, le DVD.

Face à cette menace, l'arsenal est aussi effrayant qu'inefficace. Les organes corporatifs hollywoodiens incitent leurs homologues étrangers et les Etats à emprunter la voie de la répression. Mais cette politique se heurte à bien des obstacles : en matière de matériel, ce sont parfois les mêmes corporations qui fournissent les outils du piratage avant d'en être victimes ; en ce qui concerne les programmes, il se trouve, de par le monde, des milliers d'informaticiens prêts à mettre leurs immenses compétences au service de la cause pirate, afin de déjouer logiciels de cryptage et dispositifs de dépistage ; enfin et surtout, les criminels sont convaincus de ne pas être coupables.

Internet a donné naissance à un type de délinquance à but non lucratif perpétré par de très jeunes gens, qui ne voient pas le mal qu'il y a à satisfaire immédiatement leurs pulsions consommatrices.

La conscience de ces derniers est d'autant plus légère qu'ils mesurent leur forfait à l'aune des sommes mises en œuvre pour la réalisation de leurs proies favorites, les grandes productions hollywoodiennes. L'un des films les plus piratés récemment, *Mr and Mrs*

*Smith*, de Doug Liman, avec Brad Pitt et Angelina Jolie, a coûté 110 millions de dollars. Mais, une semaine après sa sortie aux Etats-Unis et dans plusieurs autres pays (le film sort en France le 27 juillet), cette comédie sentimentale dans laquelle les conflits se règlent à l'arme lourde avait rapporté 90 millions de dollars, dont environ 20 % iront aux vedettes, selon un récent calcul de la publication hollywoodienne *Variety*.

Comment éviter que, face à ces chiffres complaisamment diffusés, les pirates ne se prennent pour de modernes Robin des bois, ce qui leur évite d'évaluer la réalité des dommages causés ? L'exemple de la musique l'a montré : face à la crise, les réponses répressives et conservatrices viennent plus facilement que les autres. En même temps que l'on a traîné en justice quelques internautes, les majors du disque ont privilégié la concentration capitalistique, l'exploitation des fonds de catalogue et la perpétuation, au-delà de leur date de péremption, de carrières de valeurs assurées. Le tout au détriment des nouveaux talents, des nouvelles formes musicales.

Or les industries cinématographiques, et pas seulement l'américaine, n'ont pas attendu les premières atteintes de la piraterie pour se soumettre aux logiques comptables. Aux Etats-Unis, la baisse de la fréquentation des salles n'est pas seulement due au piratage, elle s'explique aussi par l'hégémonie de films réalisés en fonction d'enquêtes de marketing. Le cinéma ne pourra survivre que s'il fait toute sa place à la création.

# Les grandes écoles veulent s'ouvrir aux milieux défavorisés

Une cinquantaine d'entre elles s'inspirent du modèle institué par l'Essec, qui favorise le tutorat

**LA PROMOTION** de l'égalité des chances, priorité du gouvernement, fait son chemin dans les grandes écoles. Mardi 21 juin, Christian Margaria, président de la Conférence des grandes écoles, qui réunit 217 membres, devait faire le point sur leur « ouverture sociale ».

Près des deux tiers des élèves des grandes écoles (63 %) sont des enfants de cadres et de professions intellectuelles supérieures. En 2003-2004, sur 36 600 nouveaux étudiants inscrits en première année de classes préparatoires aux grandes écoles, seulement 4 % étaient titulaires d'un baccalauréat technologique, contre plus de 95 % titulaires d'un baccalauréat général.

Pour remédier à cette sélection sociale, une charte « de l'égalité des chances et des formations d'excellence » a été signée, le 17 janvier, par la Conférence des grandes écoles, la Conférence des présidents d'université et celle des directeurs d'écoles et de formation d'ingénieurs, avec trois ministères (éducation nationale, emploi et égalité des chances). « Nous voulons combattre

le problème des représentations mentales des lycéens, de leurs parents et de leurs professeurs qui considèrent que les grandes écoles sont réservées à un milieu social aisé », explique M. Margaria.

La charte s'inspire du dispositif mis en place par l'Essec en 2002 : « Une prépa, une grande école, pourquoi pas moi ? » A un concours spécifique pour les élèves issus de catégories sociales défavorisées, comme l'a fait l'Institut d'études politiques de Paris, l'Essec a privilégié un accompagnement sur la durée de lycéens avec « un réel potentiel » mais « dont les origines modestes limitent la chance d'accéder à des études supérieures de haut niveau ».

L'école de commerce dresse un bilan positif de ce projet. Sur les 23 élèves de seconde issus de lycées de Sartrouville (Yvelines), Argenteuil et Cergy (Val-d'Oise) sélectionnés en janvier 2003, 17 ont suivi la totalité du programme sur trois ans, 2 l'ont suivi pendant deux ans, 4 ont abandonné.

Les lycéens ont suivi 100 heures de tutorat la première année,

140 heures les deuxième et troisième années, encadrés par des étudiants de l'Essec et leurs professeurs. Les cours – méthodologie, techniques d'expression, acquisition de capital culturel, découverte de l'entreprise, etc. – étaient destinés à renforcer leur « curiosité intellectuelle », leur « aisance verbale », leur « sens de l'argumentation ».

## « BOURSES AU MÉRITE »

« Tous les lycéens du premier cycle ont décidé de poursuivre leurs études dans l'enseignement supérieur et affichent des choix d'orientation ambitieux, même si ces derniers ne sont pas encore définitifs », indique l'Essec. Sur les 19 lycéens, 15 souhaitent intégrer une grande école, 3 ont choisi un institut universitaire de technologie (IUT), et un s'oriente vers des études de médecine.

« Aujourd'hui, une cinquantaine de grandes écoles ont ou vont mettre en place des systèmes d'accompagnement en direction de lycéens défavorisés », explique M. Margaria. C'est le cas de l'école Polytech' Lille. Un tutorat va être instauré à la rentrée pour

dés élèves sélectionnés dans deux lycées de ZEP à Roubaix et Tourcoing (Nord). Les tuteurs vont aider les lycéens à consolider leurs savoirs en mathématiques, en sciences physiques et en anglais. « Il y a une volonté d'avoir du sang neuf », assure Jean-Louis Bon, le directeur de l'école, qui énumère trois viviers de recrutement : « Les classes sociales défavorisées, les filles et les étrangers. »

Dans le même esprit, le président de la Conférence des grandes écoles a lancé l'idée auprès des entreprises « de bourses au mérite » pour les lycéens issus de milieux défavorisés. « Ces bourses, sous l'égide du Comité national pour les grandes écoles, iraient de la terminale à bac + 5 et les lycéens pourraient se lancer dans les études supérieures sans inquiétude sur leur financement », affirme M. Margaria.

Si un nombre suffisant d'entreprises se lancent, les premières bourses pourraient être accordées dès la rentrée 2006.

Luc Bronner  
et Martine Laronche

# Des risques de brader les contrats CDI

**A**vant de clôturer le contrat à durée indéterminée (CDD), les économistes libéraux et les responsables patronaux, qui rêvent de le remplacer par une sorte de contrat à durée déterminée (CDD) dont la date de fin serait laissée en blanc, seraient bien de prendre le temps de la réflexion. On connaît leur proposition, reprise par les rapports Caluocet-Camdessus: fuser l'employeur pouralt en un contrat unique, que l'employeur pourrait rompre à sa guise. Le «contrat nouvelle embauche» que vient de lancer Dominique de Villepin, avec un période d'essai de deux ans, est un pas vers cette fusion.

Cela favoriserait l'emploi, argumentent les défenseurs de ce dispositif, car les entreprises hésitent à embaucher, par crainte de ne pouvoir mettre fin au CDI le jour où la conjoncture se retourne. Les salariés pourraient même y gagner, ajoutent-ils, car les conditions d'embauche et les conditions de reclassement seraient améliorées. Cela permettrait de faire de la « flexicurité » à la mode danoise.

Une mesure de bon sens ? Une simplification juridique anodine ? Loïn de là. Car cela changerait profondément la nature du contrat de travail, très particulier dans le droit social français. À terme, c'est la relation de travail elle-même qui pourrait s'en

Car, en droit français, le travail n'est pas une simple marchandise. Et le contrat de travail n'est pas une variante du contrat commercial, où l'acheteur s'appellerait l'employeur et le vendeur l'esajarié. «*Qu'est-ce donc que ce travail qui donne lieu à la mise en forme d'un contrat*», s'interroge Jacques Le Goff (dans *Droit du travail et société*, Presses universitaires de Rennes): «*S'agit-il d'une chose, d'un bien faisant l'objet d'une transaction ? Ou faut-il le tenir pour l'expression d'une relation, de nature personnelle entre des sujets de droit ?*»

En refusant de trancher entre lien marchand et lien personnel, le code du travail conforte l'idée que les deux dimensions sont indissociables. Le contrat de travail ne formalise pas un simple troc travail contre argent, mais génère des droits et des devoirs, tant de la part du salarié (loyauté, soumission aux règles de l'entreprise...) que du patron (participation à la pro-

Contrairement à une idée reçue, il n'est pas très difficile à un employeur de mettre fin à un CDI. Une seule condition: qu'il ait une bonne raison de le faire, une cause «*réelle et sérieuse*», dit le code du Travail. Laquelle peut être liée à l'entreprise (difficultés économiques) ou «*à la personne du salarié*» (désobéissance, déloyauté, incapacité à remplir sa mission...). Si le CDI et le CDD étaient fusionnés en un contrat unique, cette obligation de motiver le licenciement disparaîtrait, et avec elle la dimension personnelle du contrat de travail. Il n'est pas sûr que les entreprises aient à y gagner. Financièrement déjà: si l'on reprend le mode de calcul de la prime de précarité du CDD (10 % du salaire) et qu'on l'applique à un CDI, cela veut dire plus d'un mois par année d'ancienneté. Le droit commun pour un licenciement économique est cinq fois moins favorable: «*deux dixièmes de mois par année d'ancienneté*».

par années d'ancienneté». Mais, surtout, cela transformerait la relation salarié-employeur en un échange purement commercial. Renvoyer ainsi aux salariés le message qu'ils ne sont que des mercenaires que l'on renvoie au travail la première occasion n'est peut-être pas la meilleure façon d'améliorer la compétitivité de l'entreprise. ♦

## Le Pouvoir médical

Le médecin est le seul que la morale et la justice autorisent à pénétrer l'intimité des gens, tant dans leur maison que dans leur corps. Dans les sociétés modernes, il est partout, il décide de tout, il est à la fois médecin du travail, du sport, expert devant les tribunaux, légiste, médecin militaire, médecin de la Sécurité sociale, expert en éthique... Il est, bien sûr, soignant et il peut donc, tout à la fois, être sauveur de vie, censeur, juge, confesseur depuis que l'Eglise a perdu une partie non négligeable de ces ouailles. Il a donc un pouvoir important et ce, de deux manières différentes.

D'une part, au travers des instances dirigeantes de la médecine et, en particulier, du Conseil de l'ordre des médecins, ainsi que des mandarins qui existent encore dans nos hôpitaux. La première de ces institutions, on le sait, a été mise en place sous le régime de Vichy. Elle sert à édicter le code de déontologie, d'une part et, d'autre part, elle est la juridiction corporatiste qui juge les autres médecins quand il y a problème dans des affaires d'euthanasie par exemple. Conseil de l'ordre et mandarins, où sont choisis les membres des comités d'éthique, font partie de cette caste médicale reconquise par le catholicisme dans les années 1920, comme l'explique bien Michel Benasayag dans Pouvoir médical. Cette reconquête s'inscrivant alors dans la politique plus vaste de l'Eglise catholique, d'infiltration de toutes les parties de la société se réclamant du mouvement des Lumières et par la suite des mouvements ouvriers. En effet, au XIX<sup>e</sup> siècle, les médecins étaient à majorité libres penseurs. Pas surprenant, donc, de constater l'attitude conservatrice de ces instances qui, nous l'avons vu, n'hésitent pas à se référer à Dieu quand elles parlent d'euthanasie, d'avortement, de contraception. Dans un article sur l'euthanasie, dont le titre déjà évocateur était «La pitié dangereuse», Bernard Debré déclarait, en conclusion: «Peut-être faut-il un peu de spiritualité. Sinon, sans cette étincelle, c'est vrai, il serait possible de tout faire» - Libération, 1<sup>er</sup> mars 1998. Le même, un matin sur une radio nationale, affirmait que la manipulation de l'ADN était une transgression des lois divines.

D'autre part, le pouvoir du soignant sur son malade, par la relation médecin-patient. Relation définie par le code de déontologie comme la rencontre d'une conscience et d'une confiance. Confiance de la part du malade face à la conscience du médecin, puisqu'il est celui qui possède la sacro-sainte connaissance qui lui confère cette arrogance, dont certains font preuve, mais surtout lui ouvre le droit de tenter d'influencer un malade. En effet, combien de demandes réelles d'euthanasie, d'avortement et de contraception ne sont pas écoutées par ces zélés thérapeutes se prenant, alors, pour des directeurs de conscience ne respectant pas le choix de leurs malades, mais mettant en avant leur idéologie personnelle dans l'activité quotidienne.

Au total, force est de constater que la médecine est, encore trop souvent, empreinte de cette morale sociale de l'Eglise qui confond charité et solidarité, durée et qualité de vie, quelques cellules avec un être humain, information et secret médical, thérapeutique et confession.

Dr Michèle VINCENT

La rhétorique de la décentralisation dans le discours politique français traduit d'abord une difficulté à penser la réalité. Elle substitue l'imprécation à l'analyse et permet de faciliter de cette façon des convergences et des coalitions autrement improbables ou impossibles. Tout se passe comme s'il fallait inventer une France imaginaire – celle d'un monstre bureaucratique regardant de haut la société – pour formuler le programme d'un changement ; changement du même coup symétriquement conçu sur un modèle imaginaire. L'invocation de la décentralisation s'est ainsi le plus souvent inscrite dans une sorte de *cercle vicieux de l'irréalité*. Ce cercle a été périodiquement brisé par des urgences politiques ou militaires qui ont chaque fois légitimé le retour à un certain « réalisme » ; mais ce dernier a lui-même été vécu sur le mode d'un impératif immédiat, détaché donc de tout souci d'explicitation de son fondement. La culture politique de la généralité ne s'est ainsi progressivement plus reconnue comme telle, ne laissant place qu'à un discours politique immédiat et replié sur lui-même. C'est de cette façon que naît l'idéologie, lorsque le discours s'affranchit subrepticement des faits, mettant en scène un ordre fantasmé du monde et instaurant un cours forcé de l'évidence. L'idée de décentralisation, dans ses formulations dominantes, à distance vague des choses, a de sorte fini par exprimer une double impuissance, indissociablement intellectuelle et politique, nouant de façon perverse les registres de l'impensable et de l'impossible.

Pierre Rosenvallon  
Le modèle politique français  
Le Seuil 2004



**A l'époque de son élaboration, le développement durable se voulait-il une rupture, un dépassement ou un arrangement avec le capitalisme ?**

Dans l'esprit des institutions internationales, des gouvernements et des grandes firmes, il ne s'agit aucunement de rupture. C'est pour cela que certains ont qualifié ce concept d'alibi, visant à dissimuler l'incapacité du capitalisme à répondre réellement aux besoins, à ne répondre qu'aux besoins solvables et à dissimuler l'impossibilité de cette croissance infinie indispensable au capitalisme. (.../...) Le paradoxe de ce concept est que presque tout le monde l'a fait sien. Or ses conceptions sous-jacentes sont antagonistes, car on ne peut concevoir une croissance économique éternelle. Cela ne signifie pas pour autant, comme le croient certains radicaux, qu'il faille avancer vers une décroissance uniforme selon les productions et selon les pays. C'est aussi absurde qu'une croissance infinie. Si l'on veut redéfinir le développement, il faut permettre aux populations les plus pauvres un temps de croissance économique afin de répondre à leurs besoins les plus pressants. Mais comme plus de production et consommation ne signifie pas nécessairement un mieux-être, dès lors qu'un certain nombre de besoins sont satisfaits, la déconnexion entre développement et croissance peut être tentée. Cela implique de privilégier l'élargissement de la sphère non marchande au bénéfice des services qui font la qualité de la vie. On se heurte ici à l'incompatibilité d'un développement humain authentique avec la recherche de la rentabilité maximale, objectif du capitalisme.

Jean-Marie Harribey  
L'Humanité  
30 mai 2005

## Le siècle de la peur

Aucune nation digne de ce nom ne peut tolérer longtemps que ses enfants se désespèrent.

Voilà bientôt trente ans que la France vit dans un état de dépression. Certes, au cours de ces trois décennies, elle a connu des moments de bonheur et de fierté, son visage a changé, son économie s'est transformée et, bon an mal an, elle a surnagé dans le maelström planétaire. jamais, cependant, elle n'a retrouvé l'élan de ses Trente Glorieuses ni, surtout, réussi à sortir du malaise qui la mine ; ce sentiment décourageant de faire des efforts en vain et d'aller de plan de rigueur en plan de rigueur sans le moindre résultat ; cette impression étouffante qu'il faut toujours renoncer à des conquêtes sociales d'hier mais que les compensations espérées sont en permanence différées ; ce spleen qui rend l'avenir incertain et place notre pays au premier rang européen pour le suicide des jeunes. Avec le chômage, les déficits, la dette publique, nous sommes entrés dans un tunnel dont nul ne voit plus l'issue.

Cette désespérance nourrit les égoïsmes, le renoncement, quand ce n'est pas le désespoir de la jeunesse, encore dramatiquement illustré, le 23 septembre, par le suicide de ces deux adolescentes de 14 ans qui se sont jetées du dix-septième étage d'une tour, à Ivry-sur-Seine, « parce que la vie, ont-elles écrit, ne vaut pas le coup d'être vécue ». Pourquoi faire des sacrifices quand s'installe l'idée destructrice qu'ils ne servent à rien ? Notre pays n'a pas réussi à enclencher un cercle vertueux qui verrait les espoirs soulevés un jour concrétisés. Il est vrai qu'il n'a plus reçu de bonnes nouvelles d'intérêt général depuis des années. Comment s'étonner qu'il soit inquiet, râleur, déprimé ou émotif au point d'imaginer qu'une victoire au championnat du monde de football soit un signe de résurrection ? Quand on ne croit plus au progrès, on sombre dans l'irrationnel ou le chacun-pour-soi. Le pire est que les efforts déjà consentis ne sont pas une illusion. Mais ils n'ont jamais été à la mesure des enjeux. Les gouvernants successifs ont opté pour le changement homéopathique, convaincus que le corps social français ne supporterait jamais la réforme chirurgicale de type britannique hier, allemand aujourd'hui. Dans un monde en plein chambardement, où la vitesse d'exécution est devenue essentielle, et la capacité d'adaptation, décisive, ces petits pas douloureux n'ont servi à rien.

La France ne vit pas à la cadence internationale, faute d'avoir traité sérieusement ses maux. Elle a, certes, su prendre des positions fortes dans certains secteurs, mais elle n'a pas trouvé une place bien définie – à l'image, par exemple, de l'industrie allemande – dans la nouvelle division internationale du travail. Elle remporte des succès de niches, preuve que sa créativité est intacte, mais elle n'a pas de stratégie globale en phase avec la mondialisation : les résultats catastrophiques de son commerce extérieur sont la sanction cruelle de cette défaillance. L'hirondelle Airbus ne fait pas un printemps économique ! Du coup, le pays souffre à petit feu et ne croit plus à rien. Il est urgent de lui parler vrai, de reconnaître que le temps joue de plus en plus contre lui, que les retards s'accumulent et que viendra le moment où s'adapter au monde actuel nous paraîtra insurmontable. Il n'est jamais trop tard pour réagir, mais le report des échéances conduit toujours à une aggravation des difficultés. Qu'ils soient de droite ou de gauche, nos hommes politiques ont la lourde responsabilité d'affronter enfin, cette vérité. De toute urgence. Aucune nation digne de ce nom ne peut tolérer longtemps que ses enfants se désespèrent.

Si le XX<sup>ème</sup> siècle fut le siècle des horreurs, le XXI<sup>ème</sup> ne peut pas, ne doit pas être pour la France le siècle de la peur.

## Pas d'innovation sans réforme de la recherche

La compétitivité de notre pays, et de l'Europe, passe par le développement de toujours plus de valeur ajoutée par l'innovation.

Le rapport récent de M. Beffa, s'inspirant des succès des années 60-70, préconise pour ce faire une approche volontariste de soutien au développement de nouveaux produits et services, sur des thématiques sélectionnées, au travers d'une agence qui consentira des avances remboursables aux industriels parties prenantes. On peut cependant imaginer aller encore plus loin.

D'une part il faut prendre soin d'adapter la méthode à un contexte nouveau. Le décrochage français date des années 90 lors du développement des technologies de l'information et des biotechnologies. Or ces secteurs à forte croissance, au grand potentiel de création d'activité et d'emploi ne se prêtent guère à des schémas dirigistes. De plus l'idée de champion national, ou même européen, n'a plus beaucoup de sens. Les grandes entreprises qui, de fait, portent une partie de l'innovation sont mondiales, multinationales, multiculturelles. Elles développent l'innovation là où elles trouveront des compétences intellectuelles, au meilleur coût, et des marchés potentiels importants et unifiés du point de vue des normes et standards.

Il faut donc accompagner l'incitation financière destinée aux entreprises de la création d'un environnement universitaire et de recherche, public et privé, productif et compétitif. La recherche publique amont (Universités, CNRS, etc...) reste isolée du secteur productif. La recherche plus appliquée (CEA, CNES, etc...) peine à se structurer alors que son environnement industriel s'est complètement transformé.

L'éclosion d'un nombre limité de pôles de compétitivité régionaux, qui auront leur place dans les réseaux mondiaux de l'économie de la connaissance, et permettront d'attirer flux de personnels et flux financiers, peut faciliter une évolution. Mais, à l'échelle de notre pays, il faudra savoir se concentrer sur un maximum d'une dizaine de pôles à visibilité mondiale, attirant l'investissement industriel et alliant formation, recherche, aval industriel et structures de valorisation – souhaitons que tel soit le résultat de l'actuel appel d'offres de l'Etat.

La puissance publique doit aussi, comme au Japon ou en Corée, fixer des objectifs clairs en termes de domination de tel marché à telle échéance, et s'assurer que l'argent public finance les thématiques les plus porteuses : les priorités historiques, perpétuellement reconduites, ne sont plus les bonnes. Elle peut aussi influencer sur l'innovation, comme aux Etats-Unis, par les commandes publiques : pour les grands groupes, bien sûr, mais aussi pour les PME, aidant ainsi à leur croissance et leur développement. En effet, l'innovation provient des grandes entreprises, mais aussi (surtout ?) de l'initiative de créateurs d'entreprises. Ces starts-ups doivent être soutenues : les pôles de compétitivité devraient d'ailleurs faciliter la valorisation de l'innovation et l'accès au capital.

Les offres actuelles de formation et de recherche, inséparables, doivent enfin être repensées : il faut faciliter l'apparition d'universités autonomes de très haut niveau, publiques et privées, en nombre limité. La transformation partielle du CNRS en agence de moyens pour affirmer et financer les choix les plus prometteurs en est un corollaire ; et les carrières, l'évaluation et les salaires des personnels de la recherche publique devraient favoriser les échanges avec le monde économique et la création d'entreprises. Ici les Etats-Unis sont le modèle mondial dont il faut s'inspirer.

## LE DROIT : VALEUR SUPRÊME OU MAL NÉCESSAIRE ?

« On n'est obligé qu'à traiter les gens dans les formes. »  
DIAFOIRUS, dans *Le Malade imaginaire*.

D'un point de vue global, deux conceptions du droit se heurtent : valeur suprême ou mal nécessaire. Les Occidentaux tiennent en général l'état de droit pour synonyme de civilisation parce qu'ils n'imaginent pas d'autre alternative que la loi de la jungle ou le triomphe du droit. À l'opposé, les extrêmes-orientaux souhaitent une régulation de la société par les mœurs et ne se résignent au droit que comme moyen de lutter contre les comportements sociaux. À leurs yeux, les honnêtes gens n'ont nul besoin de droit et par exemple l'emploi de juge n'inspire, dit-on, pas plus de considération que celui, chez nous, d'indicateur de police. Entre ces deux conceptions, une position médiane voit dans le droit un instrument, favorable aux uns et défavorable aux autres. Pour les marxistes ou ce qu'il en reste, le droit est le moyen d'assurer la domination d'une classe sur une autre et il doit dépérir après l'avènement de la société sans classes. Mais outre que la prophétie se solde par un fiasco, la notion de classe n'a pas de valeur scientifique et il ne subsiste de la thèse que sa partie critique, – celle qui débusque les luttes d'intérêts derrière les formulations apparemment neutres. Encore subsiste-t-elle à la condition que de méthode d'investigation elle ne se transforme pas en conception réductrice qui ravale le droit à une seule de ses fonctions : dans la réalité le droit ne tend pas uniquement à occulter les oppositions d'intérêts, mais surtout à les apaiser au grand jour. Au surplus, rien ne sert de critiquer le droit en tant qu'expression du politique car autant critiquer le régime politique lui-même. La question véritable est de savoir si en soi le droit vaut mieux que l'absence de droit. On ne peut évidemment que la poser en laissant chacun libre de sa réponse.

Pour un Occidental, le droit, c'est d'abord la forme, – une certaine procédure au sens large. On ne prétend pas qu'elle suffise car une forme sans contenu n'assure pas la justice (comme en témoignent les procès politiques jugés d'avance), mais elle constitue un premier pas nécessaire. Certes il vaudrait mieux avoir le contenu sans la forme, c'est-à-dire la justice spontanée, mais quoi qu'en pensent les Chinois, cela ne se trouve pas sous le galop d'un cheval. Et l'éloge des mœurs nous laisse perplexe : elles régissent en commun l'animal et l'homme, au lieu que le droit est – tout de même – le propre de l'homme. Comme le rire, si l'on en croit Rabelais. Le droit, c'est aussi du mécanique plaqué sur du vivant. Comme le rire toujours, si l'on en croit Bergson. On ne s'étonnera après cela, ni qu'il y ait un comique juridique – en général involontaire –, ni qu'il existe un plaisir du droit, nullement forcé.